

**DÉVELOPPEMENT DE LA GREFFE D'ORGANES**

# Les engagements de Boudiaf

**La transplantation d'organes figure parmi les dossiers prioritaires du ministère de la Santé. Le ministre de la Santé a signifié son engagement à booster cette spécialité.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Intervenant hier, lors de la journée d'étude sur la greffe d'organes tenue à l'Institut national de santé publique à Alger, Abdelmalek Boudiaf affirme que beaucoup de malentendus et de chevauchements affectent la transplantation d'organe en Algérie. Il estime qu'il est indispensable de mettre en place une feuille de route pour le développement de la greffe. Selon lui, la situation de cette spécialité doit changer au vu des moyens dont dispose l'Algérie.

Le ministre de la Santé a assuré que son département va assister la greffe au sens large du mot mais particulièrement celle du rein. «Nous allons travailler ensemble. Nous allons vous assister du point de vue

des moyens. Si des modifications sont nécessaires sur le plan réglementaire, nous allons le faire aussi», a-t-il dit en s'adressant aux spécialistes. Selon lui, ce n'est qu'une question d'organisation. «Il faut juste s'organiser», dit-il. Insistant sur le développement du prélèvement d'organes sur cadavres, Boudiaf est catégorique : «Je suis décidé à casser les tabous». D'ailleurs, il promet de s'atteler sur la réglementation. «Nous allons voir comment procéder pour éviter éventuellement toute sorte de trafic d'organes et autres», dit-il encore.

Le premier responsable de la Santé évoque également le volet formation. Il souligne que la formation des transplantateurs s'impose. «Il est temps de passer à la formation de transplan-



**Abdelmalek Boudiaf estime qu'il est indispensable de mettre en place une feuille de route pour le développement de la greffe.**

teurs. Une formation qui dure de 6 mois à deux années». Pour ce faire, le ministre laisse le choix aux professionnels. «Cette formation doit se faire soit en interne par des spécialistes étrangers ou alors par l'envoi des médecins pour une formation à

l'étranger», précise-t-il. Pour lui, il suffit juste de trouver la bonne formule. Toutefois, il assure que l'Algérie ne manque pas de professionnels. Seulement, «il faut reconnaître qu'il y a une différence entre un chirurgien et un transplantateur», ajoute-t-il. La

transplantation d'organes enregistre une évolution de 10 cas par an. Une évolution qualifiée de «très lente». Les statistiques exposées révèlent qu'en 2014, l'Algérie compte 26 171 hémodialysés. Seules 166 transplantations ont été effectuées à l'échelle nationale. Pourtant, 2 000 à 3 000 nouveaux cas d'hémodialysés sont enregistrés annuellement, soit 2 000 cas à greffer par an.

La mise en place d'un registre : donneurs-receveurs-IRC (insuffisants rénaux chroniques), le développement du prélèvement sur cadavre et la promotion du don d'organes sont recommandés.

Par ailleurs, d'autres rencontres sont également attendues notamment celle de la cardiologie en mars prochain et celle des urgences et soins à domicile.

**Ry. N.**

**POUR MOHAMED AÏSSA, IL S'AGIT D'UN FAUX DÉBAT**

## La location-vente AADL s'invite à la fatwa

**La formule de location-vente de logements lancée depuis des années par l'AADL (Agence pour l'amélioration et le développement du logement), s'invite à la fatwa.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - En effet, ce point figure à l'ordre du jour de la rencontre du Conseil scientifique national dont les travaux ont débuté hier, dimanche. Et cette instance relevant du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs devra rendre son verdict aujourd'hui lundi, à la mi-journée. Le premier responsable du secteur qui intervenait à l'ouverture de cette rencontre, a estimé que cette problématique qui ferait l'objet d'avis et de fatwas contradictoires via la toile, était de nature à perturber bien de postulants à cette formule qui, faut-il le relever, suscite un immense engouement auprès des ménages quant à son caractère, licite ou pas. «Il faut que ce débat vir-

tuel cesse», lancera Mohamed Aïssa, invitant ces «muftis» à discuter en tête-à-tête du sujet. Ceci, non sans avoir exprimé sa «confiance» en la composante de ce conseil scientifique qui devra décider en toute responsabilité dans «l'unique intérêt de la société», avec, comme unique base, «le référent religieux national». Autre sujet au menu de ce conclave, le don d'organes ; ceci, précisera le ministre, sur sollicitation du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui fait de cette année celle de la greffe d'organes. Par ailleurs, il est question pour les membres de cette instance de discuter de la violence en milieu familial et de l'option de faire muer cette dernière en une instance nationale de la fatwa dont le texte réglementaire a été finalisé et sera débattu par la même occasion.

Il sera également question d'arrêter le profil des imams muftis au niveau des wilayas. A ce propos, Aïssa fera part de l'ouverture de pas moins de 50 postes

budgétaires d'imams muftis, un pour chaque wilaya et deux imams délégués auprès du ministère. Des imams qui ne seront pas nommés administrativement»,

tiendra à mentionner le ministre et qui devront suivre une formation de haut niveau, ici même en Algérie.

**M. K.**

**LE MOUVEMENT S'ENGAGE DANS UNE INITIATIVE EN SOLO**

### Le FJD avertit «amicalement» le MSP

Attaque pour le moins amicale que celle du FJD (Front pour la justice et le développement) de Abdallah Djaballah contre son frère de la mouvance et son allié au sein de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), le MSP. Dans un communiqué sanctionnant les travaux d'une réunion de son bureau politique, le FJD réitère son engagement au sein de la CNLTD.

Un cadre organisant l'opposition dans le pays et constituant, elle et sa plateforme adoptée à l'issue de la conférence de Zéralda, le 10 juin dernier, «l'outil et le cadre de négociations avec le pouvoir».

De ce fait, il estime que toute initiative en solo ne fera qu'affaiblir l'opposition et rendre sa «cohésion aléatoire». Allusion au MSP qui compte s'engager prochainement dans un processus en solo portant concertations avec les partis et le pouvoir.

**M. K.**

**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

## Les opérateurs réclament de meilleures conditions de travail

**Comment réduire la facture d'importation des médicaments ? La réponse est toute simple selon l'Unop (Union nationale des opérateurs de la pharmacie) : «Produire plus pour importer mieux». Mais cela ne peut se faire, avertit l'Unop, sans la levée des différents obstacles notamment administratifs qui freinent les producteurs.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Abdelouahed Kerrar, président de l'Union nationale des opérateurs en pharmacie (Unop) ne comprend pas les grandes inquiétudes émises au sujet de la facture d'importation des médicaments. Certes importante, reconnaît cet opérateur, mais la facture du médicament avec 2,6 milliards de dollars en 2014 «est moins importante par rapport à d'autres factures d'importations comme celle des véhicules qui a atteint 7,7 milliards de

dollars en 2014». D'autant que, dit-il, le marché du médicament est différent des autres marchés du fait qu'il obéit à une prescription. La consommation des médicaments des Algériens en 2013 a été de 74 dollars par habitant et par an. En 2014, l'Algérie a dépensé 100 dollars par habitant contre une norme mondiale de 127 dollars par an par habitant. L'Algérien ne consomme pas plus que la norme, selon M. Kerrar qui donne à titre d'exemple la consommation du Libanais qui

est de 220 dollars par an et de 400 euros par an pour le Français. Selon l'Unop et d'après les prévisions de l'IMS (International Medical Studies), les besoins de l'Algérie en 2018 en produits pharmaceutiques seront de 5,7 milliards de dollars.

Cependant, s'inquiète l'Unop, «si l'Algérie possède aujourd'hui les moyens financiers pour acheter les produits pharmaceutiques, ça ne sera pas le cas demain avec la chute des prix du pétrole.

La situation est inquiétante car d'une part, on voit la crise se profiler et d'autre part, on s'inquiète pour l'accès du futur patient aux soins et aux produits pharmaceutiques». Selon les données du Cnis (Centre national de l'informatique et des statistiques), la

facture de l'importation des médicaments a connu une hausse de 11% entre 2013 et 2014 avec respectivement 2,3 milliards de dollars et 2,6 milliards de dollars.

La PCH (Pharmacie centrale des hôpitaux), pour sa part, a importé l'équivalent de 400 millions de dollars en 2013 et 752 millions de dollars en 2014 soit une augmentation de 87%.

La production pharmaceutique nationale connaît une croissance annuelle de 17%, selon l'Unop. Satisfaisant ? «Oui» mais pas suffisant selon cette association.

Les opérateurs algériens se disent disponibles à renforcer le taux de production mais pas dans les conditions actuelles. «Nous ne demandons pas des moyens budgétivores pour développer

cette industrie mais juste de bonnes conditions» affirment-ils. «Pourquoi le ministère de la Santé limite le dépôt des dossiers d'enregistrement à 2 par semaine ? Pourquoi mettre en place un comité des prix lorsqu'on a un tarif de référence ? Pourquoi centraliser le paiement des droits d'enregistrement ? Pourquoi l'Agence nationale du médicament n'a toujours pas vu le jour ? Absence du foncier industriel».

Autant de griefs soulevés par les opérateurs et qui freinent leurs investissements. Des obstacles contre lesquels ils ont déjà proposé des solutions depuis plusieurs années et face auxquelles le ministère de la Santé semble faire la sourde oreille.

**S. A.**